

Le mois

le mois

LA REVUE NOUVELLE - SEPTEMBRE 2012

Une fois de plus, c'est la « guerre » au Kivu

JEAN-CLAUDE WILLAME

Après des élections présidentielles et législatives peu crédibles et pratiquement reconnues comme telles par leurs organisateurs, après la tentative du nouveau pouvoir de se rattraper par la constitution d'un gouvernement de « technocrates », présenté comme non politisé et censé avoir l'aval des « puissants » de la « communauté internationale », après de premiers balbutiements dans la réforme du secteur de la sécurité réclamée à cor et à cri par les bailleurs de fonds via un compromis sur l'« affaire Bosco Ntaganda¹ », voici que la « guerre » est à nouveau déclenchée au Kivu.

À l'origine formelle de cette nouvelle guerre, la demande de Bosco et des siens d'appliquer les dispositions d'un accord passé le 23 mars 2009 — d'où le nom de M23 que va se donner la mutinerie — entre le pouvoir et toutes les bandes armées sévissant au Kivu, dont celles du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), de Laurent Nkunda. Pour les chefs de cette petite armée dans l'armée, il

faut que les Tutsi congolais soient rapatriés du Rwanda où ils se sont réfugiés par peur des pogromes, il faut que leurs grades soient reconnus par la hiérarchie, il faut que soit mis fin à la corruption au sein des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), etc. Mais — et ceci n'est pas prévu par les accords de 2009 — l'« armée » de Bosco et de ses collègues, qui, composée à une forte majorité de Tutsi congolais, constitue une force tout aussi « efficace » et « disciplinée » que marquée par la cruauté, le recrutement d'enfants soldats et des trafics en tout genre dans le chef de leurs dirigeants, refuse d'être affectée ailleurs que dans le Kivu et pour cause. La « guerre » qui se déclenche en avril 2012 débute d'ailleurs au moment même où la hiérarchie a commencé à ordonner le déplacement de certaines unités de l'ex-CNDP, théoriquement intégrées dans les FARDC, en dehors du Kivu.

L'histoire se répète donc : comme en 2008 avec l'offensive de Laurent Nkunda, les troupes du M23 s'arcbutent autour de quelques bastions, dont celui de la petite agglomération de Bunagana, située à seulement quelque cinquante kilomètres de la capitale du Nord Kivu, et qui est aussi un poste frontalier générateur de ressources douanières importantes. Comme en 2008, des dizaines de milliers de personnes fuient les combats dans tous les sens : aujourd'hui, on en dénombre plus de 200 000. En quelques semaines, la région est sens dessus dessous : l'agglomération de Rutshuru est prise sans combat, le contingent

1 Rappelons que Bosco Ntaganda, successeur d'un autre chef de guerre, Laurent Nkunda, est recherché par la Cour pénale internationale pour recrutement d'enfants soldats en Ituri. Pointilleux sur la « souveraineté nationale », les dirigeants de la RDC ont préféré « coincer » Bosco en tentant de l'éliminer comme chef d'un commandement parallèle au Kivu : l'intéressé avait en effet réussi à s'imposer comme le seul capable de rétablir l'ordre dans cette partie du Congo via ses troupes réputées plus efficaces que celles de l'armée régulière.

de la Monusco décroche et six-cents hommes des FARDC fuient dans l'Ouganda voisin — un « repli stratégique » affirment leurs officiers — où ils sont désarmés.

Une fois de plus, le Rwanda est en point de mire de toute l'affaire. Un document des Nations unies, dont les États-Unis, allié fidèle du régime Kagame, ont freiné la publication, indique sans appel l'ampleur de l'appui rwandais à la mutinerie : aide directe à la création du M23 via le transport d'armes et de soldats à travers le territoire rwandais, recrutement de jeunes Rwandais et d'ex-combattants démobilisés ainsi que de réfugiés congolais pour le M23, mobilisation et lobbying au sein des élites politiques et financières (tutsi) au bénéfice des mutins, interventions directes de soldats de l'armée rwandaise pour renforcer la mutinerie, soutien à d'autres groupes armés opérant dans l'est du Congo²...

La réaction rwandaise à la publication de ce document explosif était attendue. Non, le Rwanda n'avait rien à voir avec cette mutinerie qui ne concernait que la RDC où la Monusco n'était pas capable de pacifier l'est du Congo et de protéger ses populations comme son mandat l'y contraignait. En elle-même, cette réponse n'est pas complètement dénuée de fondement. Car il est vrai qu'alors que l'on avait déployé au Nord Kivu deux bataillons de réaction rapide formés à Kindu par la Belgique et qui s'étaient bien comportés lors de la révolte des Enele en 2010 en Équateur, la structure de commandement des FARDC a clairement quelque chose de « pourri ». Et il est tout aussi vrai que la Monusco, qui, comme en 2008, est intervenue *in extremis* d'une manière plus offensive pour « sauver » la ville de Goma, a échoué à remplir son mandat de protection des populations : on dénombrait dans les deux Kivu plus de 1 100 000 déplacés à la fin 2011 — auxquels sont venues s'ajouter 220 000 per-

sonnes depuis le début de la mutinerie — pour une population totale de quelque 11 millions.

Il n'empêche : le Kivu, et plus particulièrement sa partie septentrionale, constitue la riche arrière-cour du Rwanda, une arrière-cour où ce pays joue depuis longtemps des parties troubles.

D'une part, il y a le jeu formel de la « normalisation » des relations avec le grand voisin, une normalisation qui a d'ailleurs été entérinée par ce voisin dans le contexte quasi imposé des impératifs de « paix et de réconciliation » de la « salle climatisée » où se réunissent diplomates et hommes de pouvoir qui, à Addis-Abeba, New York ou ailleurs, « regrettent », « déplorent », manifestent leurs « vives préoccupations ». Ainsi, en marge d'un sommet de l'Union africaine, les représentants des pays des Grands Lacs ont « condamné » la mutinerie, mais ont imaginé la mise sur pied d'une « force internationale neutre » (?) le long de la zone frontalière commune entre les deux pays « pour éradiquer toutes les forces négatives sévissant au Kivu », y compris les FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda) qui constituent l'alibi par excellence de Kigali. Ainsi à Washington et à Kinshasa, le Département d'État, l'ambassadeur américain et l'envoyé spécial de Barack Obama ont froncé les sourcils en exigeant que cesse l'appui rwandais à la mutinerie... « pour autant qu'il existe ». Ainsi, à Bruxelles, on a renvoyé la patate chaude à l'Union européenne qui, comme en 2008, n'acceptera pas de dépêcher au titre de la dissuasion une de ses forces d'intervention rapide opérationnelles depuis 2006, parce que Berlin, Paris et Londres n'aiment pas ça. Il faut dire aussi que les agendas importants sont ailleurs : bien que nœuds d'impuissance aussi, la Syrie ou éventuellement le Mali aux prises avec le « terrorisme islamique » sont beaucoup plus médiatiques que l'Afrique centrale où la violence se vit au quotidien depuis que plus d'un million de Rwandais ont déboulé au Kivu dans la foule du génocide et des massacres de 1994.

2 Les informations contenues dans ce document proviennent essentiellement d'interrogatoires de ressortissants rwandais capturés.

D'autre part, sur la véranda, il y a les agendas occultes et opaques d'un pouvoir rwandais fermé, voire totalitaire, avec ses cliques politico-commerciales qui, à travers les trafics transfrontaliers du coltan, de la cassitérite ou de l'or du voisin, ont fait de Kigali, que l'élite dirigeante ambitionne de transformer en un « Singapour africain », un îlot de richesses et de luxe au milieu d'une ruralité faite d'exclusion et de pauvreté. Il y a aussi toute cette frange de Rwandais qui, démobilisés ou non, peuvent être tentés par l'aventure dans le riche Kivu voisin et qu'on a laissés faire ou que l'on n'a pas découragés. Côté congolais, une armée démoralisée, mal payée, sans moyens adéquats de communication, peu familiarisée avec le terrain et vivant de rapines diverses. Une armée où les défections sont nombreuses et où les déserteurs vont souvent rejoindre les bandes armées. Celles-ci ont de multiples agendas — du simple banditisme aux revendications ethniques qui risquent d'aller jusqu'aux pogromes — et des allégeances à géométrie variable : elles sont commandées soit par des déserteurs de l'armée, soit par des gens du cru opérant au nom de l'autodéfense locale contre les « appétits des voisins », soit encore et surtout par des anciens chefs militaires de l'ancienne armée rwandaise, les fameux FDLR. Qu'ils appartiennent à une structure militaire ou pas, toutes ces bandes existent et se développent dans un contexte de pillages des ressources naturelles, minières ou non, qui ont été laissées à l'abandon depuis la désertion des entreprises qui les exploitaient.

On le voit : la porte est étroite pour parvenir à une paix décente. En tout état de cause, la situation de guerre qui dure depuis plus d'une décennie au Kivu n'est pas acceptable et ceux qui, comme récemment le Rwanda, ont soufflé insidieusement sur les braises d'un équilibre très fragile dans cette partie du Congo doivent être clairement neutralisés. ■